

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.7

11 septembre 1995

(95-2643)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais/français

COMMUNICATION DU CANADA

Projet d'offre sur les télécommunications de base

La communication ci-jointe est distribuée, à la demande du Canada, aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base.

Proposition initiale conditionnelle du Canada
relative à l'accès au marché, au traitement national
et aux questions de réglementation

1. En vue d'en arriver à un accord complet et mutuellement avantageux sur les télécommunications de base dans le cadre de l'OMC/GATS, le Canada présente la proposition ci-jointe, sous réserve que des avantages comparables soient offerts par les autres principaux participants du NGBT.
2. La proposition sur les télécommunications de base englobe tous les réseaux d'acheminement et services de télécommunications publics. Au Canada, tout service de communications offert par une personne à une autre contre rémunération constitue un service «public». Il s'agit d'une définition élargie pouvant inclure des activités que d'autres pays pourraient considérer comme étant «non publiques» ou ne relevant pas des «exploitants de réseaux publics».
3. En outre, le Canada a inclus un addenda comportant une proposition sur les «Services connexes aux télécommunications». Ce ne sont pas des services ou réseaux de télécommunications. Il s'agit néanmoins d'activités connexes ayant une certaine importance économique et qui n'ont pas été traitées lors des négociations du GATS ayant eu lieu à ce jour, et elles ne font donc pas l'objet d'engagements spécifiques. Par ailleurs, l'élaboration d'installations de télécommunications n'est pas traitée dans le présent document, car elle est déjà traitée par la liste d'engagements du Canada dans le cadre du GATS qui figure dans les actes finals des négociations de l'Uruguay.
4. Le Canada se réserve le droit de retirer ou de modifier des éléments de sa proposition en tout temps, avant la conclusion des négociations sur les télécommunications de base, selon l'évolution des questions d'intérêt pour le Canada.
5. Le Canada se réserve le droit d'apporter des modifications d'ordre technique à sa proposition et de corriger toute erreur, omission ou inexactitude, en regard de questions aux niveaux fédéral ou sous-national.

CANADA - PROJET D'OFFRE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>2C* Services de télécommunicationns</p> <p>Services locaux, intercircrscriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>y compris les sous-secteurs 2C(a) - (g) et (o) de GNS/W/120 et CPC 7529*)</p>	<p>Nota : Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux télécommunications de base.</p> <p>1. Aucune, sauf pour les exceptions suivantes :</p> <p>Le trafic acheminé par des services de télécommunications de base doit être transmis par des installations canadiennes.</p> <p>Les systèmes de communication par satellite régionaux et mondiaux peuvent offrir leur service au Canada, à la condition que la participation canadienne à la propriété de ces systèmes doit être proportionnelle à leur utilisation au Canada; les stations terriennes doivent détenir des licences d'exploitation canadiennes.</p> <p>2. Aucune</p>	<p>Nota : Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux télécommunications de base.</p> <p>1. Aucune</p> <p>2. Aucune</p>	<p><u>Revente</u></p> <p>Les fournisseurs de services de revente ne sont pas soumis à des règlements propres aux télécommunications ni à des contrôles de propriété.</p> <p><u>Organisme de réglementation indépendant</u></p> <p>Un organisme de niveau fédéral, indépendant de tout fournisseur de services de télécommunications, est responsable des activités de réglementation propre au secteur, y compris l'élaboration et l'application de la réglementation (sauf en Saskatchewan, où un organisme du gouvernement provincial est responsable en matière de réglementation propre au secteur alors que le fournisseur de services, SaskTel, est une société appartenant à la province).</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comportant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>y compris les sous-secteurs 2C(a) - (g) et (o) de GNS/W/120 et CPC 7529*) (suite)</p>	<p>3. Aucune, sauf pour les exceptions suivantes :</p> <p>La délivrance des licences est soumise aux critères de disponibilité du spectre et d'intérêt public.</p> <p>Le pourcentage maximal de participation étrangère directe dans une entreprise de services de télécommunications basés sur les installations est de 20 % des actions avec droit de vote; les entreprises investissant dans de telles entreprises de service seront traitées comme des entreprises canadiennes si au moins 66 2/3 % de leurs actions avec droits de vote sont détenues par des Canadiens. En fait, de telles entités doivent être contrôlées par des Canadiens.</p>	<p>3. Aucune, sauf pour les exceptions suivantes :</p> <p>Au moins 80 pour cent des membres du conseil de direction des fournisseurs d'installations doivent être des citoyens canadiens.</p>	<p><u>Questions relatives aux normes</u></p> <p>Les équipements terminaux fabriqués à l'étranger et les autres équipements interfacés avec le RTCP doivent être mis à l'essai en regard de normes canadiennes à toute installation accréditée d'essais au Canada ou dans un pays avec lequel un accord de reconnaissance mutuelle des procédures d'acceptation des résultats d'essais a été conclu.</p> <p><u>Mesures de protection de la concurrence/Interconnexion</u></p>
	<p>Les fournisseurs dépassant de telles limites au 22 juillet 1987 et poursuivant leurs activités depuis lors (comme BCTel et QuébecTel) sont soumises à des restrictions sur leur territoire d'exploitation.</p> <p>Dans le cas de Téléglobe Canada, aucune "entreprise non résidente" ou "entreprise associée" ne peut détenir d'actions avec droit de vote.</p>		<p>Le Canada appliquera des mesures relatives aux pratiques commerciales anti-concurrentielles (p. ex. abus de la dominance, activités avec entreprises affiliées, relations exclusives et autres pratiques qui atténuent la concurrence).</p> <p>Ces mesures comprennent : des exigences relatives à l'interconnexion, des sauvegardes administratives, des séparations structurelles des fournisseurs de réseaux de télécommunications publics nationaux et de services qui contrôlent les installations essentielles/«goulots d'étranglement».</p>

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>y compris les sous-secteurs 2C(a) - (g) et (o) de GNS/W/120 et CPC 7529*) (suite)</p>	<p>En Alberta : Aucun particulier ne doit détenir plus de 5 % des actions avec droit de vote de la TELUS. Le pourcentage total d'actions avec droit de vote détenues par des étrangers ne doit pas excéder 10 %.</p> <p>En Nouvelle-Écosse : Un même actionnaire ne peut voter plus de 1000 actions de la Maritime Telegraph and Telephone.</p> <p>En Saskatchewan : La SaskTel est le fournisseur monopolistique du service de téléphonie par fil appartenant à la province. La revente pour la fourniture de services de transmission de la voix ou des données est interdite. L'interconnexion entre SaskTel et des fournisseurs de service en concurrence est interdite.</p> <p>Télélobe Canada est le seul exploitant canadien autorisé d'installations servant à la prestation de services de télécommunications Canada/outre-mer.</p> <p>Téléstat Canada est le seul exploitant canadien autorisé d'installations de secteur spatial assurant des services fixes au Canada et aux É.-U. Téléstat Canada est le seul exploitant canadien autorisé de stations terrestres servant à la prestation de services fixes internationaux entre le Canada et les États-Unis.</p>	<p>Alberta : Au moins les deux tiers des directeurs de la Telus doivent être des citoyens résidant habituellement en Alberta.</p>	<p>(Les installations essentielles sont les installations disponibles seulement auprès d'une source monopolistique (de facto ou de jure), pour lesquelles il n'y a pas de substitut économique ou technique et dont un concurrent a besoin pour fournir un service. De telles installations peuvent comprendre : des structures de soutien, des commutateurs, des systèmes de signalisation et des bases de données d'annuaires.)</p> <p>Un fournisseur de services publics de télécommunications peut obtenir l'interconnexion côté réseau, ou une interconnexion avec accès «égal» auprès de fournisseurs de services locaux basés sur les installations, en temps opportun, en transparence, selon des termes raisonnables, sans discrimination (c.-à-d. sans «discrimination injuste» ou «préférence induite») à des tarifs établis, selon un principe de recouvrement des coûts (avec des paiements de contribution pour compenser le manque à gagner en ce qui a trait aux revenus de l'accès local quand l'interconnexion avec les fournisseurs de services locaux sert à la prestation d'un service téléphonique interurbain).</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comprenant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
<p>Services locaux, intercircrcriptions et internationaux, fournis au moyen d'un réseau de télécommunications public, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - basés sur les installations (fil et radio) - basés sur la revente, <p>y compris les sous-secteurs 2C(a) - (g) et (o) de GNS/W/120 et CPC 7529*) (suite)</p>	<p>Les réseaux de radiocommunications fixes et mobiles par satellites régionaux et mondiaux peuvent offrir leurs services au Canada, à la condition que la participation canadienne à la propriété de ces systèmes soit proportionnelle à leur utilisation au Canada; les stations terriennes doivent détenir des licences d'exploitation canadiennes.</p> <p>4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.</p>	<p>4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.</p>	<p>L'organisme responsable de la réglementation doit définir les installations essentielles et à «goulot d'étranglement» des fournisseurs de réseaux de télécommunications publics nationaux ainsi que les services qui doivent être séparés et rendus disponibles pour interconnexion avec d'autres fournisseurs, individuellement ou en combinaisons, sur une base de transparence, à des conditions raisonnables et non discriminatoires, et selon des tarifs établis.</p> <p>Un fournisseur canadien de services publics de télécommunications peut obtenir un accès transparent, raisonnable, sans discrimination (c.-à-d. sans «discrimination injuste» ou «préférence induite»), selon des tarifs établis, au fournisseur monopolistique d'installations de communications outre-mer (Télélobe Canada) pour l'acheminement de telles communications.</p> <p><u>Droits d'accès</u> Les fournisseurs d'installations de réseaux de télécommunications doivent pouvoir obtenir les droits à des accès transparents, à des conditions raisonnables et sans discrimination.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur (comportant le codage GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels
2Ca (7521) Services de transmission téléphonique de la voix et CPC 7529*	<p>1. Aucune, à l'exception des mesures horizontales mentionnées plus haut.</p> <p>2. Aucune</p> <p>3. Aucune, à l'exception des mesures horizontales mentionnées plus haut, et :</p> <p>La concurrence en vue de fournir des services de téléphones publics est interdite dans un cadre de revente ou de concurrence avec des services locaux.</p> <p>La concurrence en vue de fournir des services intercircrcriptions de téléphonie de la voix n'est pas permise dans les zones de desserte de Northwest Inc., de l'Ontario Northland Telephones et de Télébec Ltée.</p> <p>La concurrence en vue de fournir des services téléphoniques locaux par fil n'est pas permise dans les zones de desserte des compagnies de téléphone «indépendantes» qui ne sont pas membres du Groupe Stentor. (Le Groupe Stentor comprend la principale compagnie de téléphone dans chaque province.)»</p> <p>La revente de services mobiles de téléphonie cellulaire n'est pas permise.</p> <p>4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.</p>	<p>1. Aucune</p> <p>2. Aucune</p> <p>3. Aucune, à l'exception des mesures horizontales mentionnées plus haut.</p> <p>4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.</p>	

ADDENDA - SERVICES CONNEXES AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur (comprenant le code GNS/W/120 et CPC)	Limitations appliquées à l'accès au marché	Limitations appliquées au traitement national	Engagements additionnels	
CPC 754 Services connexes aux télécommunications	Nota : Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux services connexes aux télécommunications.	Nota : Les en-têtes qui figurent dans la liste des engagements spécifiques du Canada dans le cadre du GATS s'appliquent aux services connexes aux télécommunications.		
7541 Services de location d'équipements				
7542 Services de vente d'équipements				
7543 Services de raccordement	1. Aucune	1. Aucune		
7544 Services de consultation	2. Aucune	2. Aucune		
7545 Services de maintenance d'équipements	3. Aucune	3. Aucune		
7549* Autres services de télécommunications n. c. a. :	4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.	4. Sans limitation, à l'exception des indications des en-têtes de la liste canadienne.		
Services de facturation et d'encaissement pour des services offerts par sa clientèle				
Services d'annuaires				
Services de téléphoniste				